



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO

POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Trente-cinquième session

1-4 septembre 2020¹

Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

Secrétariat de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

APRC@fao.org

¹ Session initialement prévue du 17 au 20 février 2020 à Thimphou (Bhoutan).

1) Je suis *[nom]*, de *[pays, organisation]*, une *[descriptif succinct de l'organisation]* J'ai l'honneur de m'exprimer devant vous au nom des 43 dirigeants de 26 organisations de la société civile de la région Asie-Pacifique, représentant des groupes de petits exploitants, de paysans sans terre, de pêcheurs et de travailleurs de la pêche, de bergers et d'éleveurs pastoraux, d'habitants des forêts, de minorités ethniques et de populations autochtones, de citoyens pauvres, de consommateurs, d'organisations non gouvernementales (ONG), de femmes et de jeunes, qui se sont réunies à Bangkok (Thaïlande), en janvier dernier dans le cadre des travaux préparatoires à notre participation, cette année, à la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

2) J'espérais accueillir chacun de vous, en particulier mes collaborateurs de la société civile, dans notre beau pays, mais la pandémie de covid-19 fait que nous devons nous réunir à distance. À la différence d'autres pays, notre premier confinement national n'a été imposé qu'au mois d'août car nous avons réussi à maîtriser la propagation de la covid-19. Nous avons aussi dû faire face des perturbations de l'approvisionnement alimentaire: des bénévoles ont distribué des légumes afin d'assurer l'approvisionnement à Thimphou, et les pouvoirs publics sont intervenus en rachetant les produits des agriculteurs afin de protéger leurs revenus. Nous ne connaissons pas encore les répercussions à long terme qu'aura le confinement au Bhoutan.

3) Sur un plan général, nous avons pris conscience de la nature pluridimensionnelle des effets de la pandémie, qui sont constatables non seulement dans le secteur de la santé, mais aussi au niveau de l'économie, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que de la paix et de l'ordre public. Les personnes que nous représentons – les agriculteurs familiaux et les communautés rurales en général – sont actives dans des secteurs qui ont été parmi les premiers à être très fortement touchés, sachant en particulier que les mesures de confinement sont intervenues au plus fort de la saison des récoltes et des plantations. La pandémie a aggravé les inégalités en matière de santé et de richesse ainsi que les inégalités fondées sur la race et le sexe, et ceux qui sont plus démunis et dont le statut social est inférieur souffrent plus en raison de la perte de leurs revenus et de leurs moyens d'existence. Dans l'ensemble de la région Asie-Pacifique, on constate une augmentation notable du chômage. Les analystes économiques observent déjà un ralentissement de la croissance et une baisse de l'activité économique qui freinent considérablement les efforts menés pour éliminer la pauvreté et la faim dans la région, où se trouvent les personnes les plus pauvres et les plus affamées au monde, pour la plupart des agriculteurs familiaux. La pandémie s'est déclenchée un an exactement après un examen par le Forum politique de haut niveau (HLPF) des Objectifs de développement durable (ODD), examen dont une des conclusions était que l'ODD 2 était celui qui avait le moins de chances d'être réalisé.

4) Il y a pourtant quelque chose de positif à retirer de cette pandémie. La crise sanitaire a permis aux citoyens ordinaires de comprendre une fois de plus l'intérêt d'une production agricole locale proposant des produits alimentaires sains, et aux gouvernements de compter davantage sur la production agricole nationale et sur des filières alimentaires et des chaînes de valeur courtes et inclusives. Cette pandémie montre que c'est par la solidarité et la coopération que nous pouvons prévenir une autre crise de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les agriculteurs familiaux de toute la région Asie-Pacifique ont agi en première ligne et avec courage en prenant des initiatives de lutte contre la crise: distribution de colis alimentaires d'urgence aux populations touchées; création de marchés de producteurs en partenariat avec des associations de propriétaires citoyens; mise en place de services en ligne de livraison d'aliments de base, notamment de riz; confection et distribution de masques; établissement de partenariats avec les pouvoirs locaux pour les achats de produits alimentaires en urgence ainsi que pour la distribution de semences aux agriculteurs; aide à la réparation de pompes manuelles; création ou maintien de centres d'achat et de vente collectifs ainsi que des activités locales de transformation d'épices, de plantes racines et de plusieurs plantes sous-exploitées; dialogue avec les pouvoirs publics concernant les mesures à adopter en priorité pour atténuer les effets de la crise sur les agriculteurs et l'agriculture; enfin et surtout, maintien de l'activité agricole grâce à des approches agroécologiques durables et résilientes. Dans de nombreux pays de la région Asie-Pacifique, ce sont les agriculteurs, les pêcheurs et les producteurs locaux qui nous ont

nourris pendant le confinement, alors que les échanges commerciaux étaient suspendus entre les pays et à l'intérieur des frontières.

5) Le fait est que l'actuelle pandémie de covid-19 met en lumière les failles de notre système alimentaire et révèle les risques, les fragilités et les inégalités qui lui sont sous-jacents. Cette crise a fait ressortir la nécessité d'instaurer un système alimentaire meilleur, plus résilient, qui soit à l'épreuve des pandémies et de l'évolution du climat. Comment tirer des enseignements de la crise sanitaire et les appliquer pour reconstruire en mieux?

6) Certainement pas en continuant comme s'il ne s'était rien passé. La pandémie a prouvé une fois de plus qu'un système alimentaire fortement industrialisé constituait un danger pour l'humanité. La forte influence du capitalisme qui promeut avec vigueur une agriculture industrielle a eu pour effet de marginaliser les systèmes de production alimentaire durables qui reposent sur les petits agriculteurs et les populations autochtones.

7) Le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, dans son rapport *Food Security and Nutrition: Building a Global Narrative Towards 2030* («Sécurité alimentaire et nutrition: exposé des faits global à l'horizon 2030»), paru il y a plusieurs mois, préconise une réorientation du cadre théorique et politique relatif à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Il plaide pour un système alimentaire durable, productif et prospère, équitable et inclusif, habilitant et respectueux, résilient, régénérateur et proposant des produits sains et nourrissants, et une politique de sécurité alimentaire et de nutrition pensée dans le cadre d'un système alimentaire durable fondé sur le droit à l'alimentation; un système alimentaire qui renforce les capacités des personnes – organisées en groupes, associations, coopératives ou mouvements – de décider elles-mêmes quels aliments elles consomment, quels aliments elles produisent et comment ces aliments sont produits, transformés et distribués dans les systèmes alimentaires, et de participer aux travaux qui façonnent les politiques et la gouvernance des systèmes alimentaires.

8) C'est dans cette perspective que nous appelons la FAO et ses membres à:

- a. convier les petits exploitants agricoles familiaux, les pêcheurs, les peuples autochtones, les populations forestières, les pasteurs, les éleveurs et tous ceux qui assurent la bonne intendance de nos systèmes alimentaires variés «à la table, et non au menu», en reconnaissant qu'ils jouent un rôle tout aussi important dans l'ancrage local des systèmes alimentaires et nutritionnels durables. Ils doivent avoir leur place «à table», non seulement parce qu'ils sont les plus touchés, mais aussi parce qu'ils apportent des solutions, prennent des initiatives et expérimentent en tirant parti de leur sagesse locale et traditionnelle;
- b. mettre en place des plateformes et des mécanismes permettant aux organisations de producteurs et de consommateurs de définir et d'asseoir leurs propres systèmes alimentaires et agroécologiques sur une base solide, conformément aux 10 éléments de l'agroécologie de la FAO;
- c. éliminer les facteurs de perturbation des systèmes alimentaires durables et la vulnérabilité, notamment les accords commerciaux inégaux, y compris l'accaparement de terres. Mettre en œuvre et appliquer les principes énoncés dans les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts et les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires;
- d. privilégier les programmes et les services qui protègent les ressources et l'environnement et en assurent la gestion durable afin de garantir la souveraineté alimentaire à long terme et la résilience des systèmes agricoles et alimentaires. Il s'agit de protéger et de consolider l'agriculture et les systèmes alimentaires urbains et périurbains et de mettre un terme à l'extraction effrénée des ressources au mépris de l'environnement, qui constitue le socle de notre système alimentaire. L'exploitation minière, la construction d'immenses barrages, la déforestation et la pollution de l'air et de l'eau nous rendent en effet plus vulnérables aux crises alimentaires et sanitaires;

- e. renforcer le rôle des collectivités locales dans la mise en place de systèmes alimentaires et nutritionnels pérennes dans le cadre des mesures prises pour lutter contre la pandémie, assurer la reprise et atténuer le changement climatique. Il s'agit plus précisément: 1) de permettre aux collectivités locales et à d'autres collectivités et organismes publics d'opérer des achats directement auprès de groupements de petits producteurs; 2) d'inclure dans les programmes d'aide alimentaire des produits sains au lieu de produits transformés fabriqués par de grandes entreprises; 3) de faciliter le développement de l'agriculture soutenue par la communauté afin de raccourcir la filière alimentaire qui relie le producteur au consommateur;
 - f. promouvoir les aliments traditionnels, en particulier les espèces négligées et sous-exploitées des paysages locaux, qui possèdent généralement une valeur nutritionnelle élevée et peuvent renforcer le système immunitaire. Cela peut être réalisé grâce à la domestication, la culture ou la gestion intégrée d'un ensemble beaucoup plus vaste d'espèces localement importantes aux fins de la fabrication d'une large gamme de produits naturels commercialisables qui permettront aux populations rurales et urbaines dénuées de ressources de dégager des revenus, tout en fournissant des services écosystémiques tels que la conservation des sols et de l'eau;
 - g. reconnaître, protéger et promouvoir les innovations agricoles reposant sur des connaissances traditionnelles et autochtones en mobilisant les capacités endogènes et en tenant compte des besoins et de la situation au plan local;
 - h. permettre aux agriculteurs de maîtriser les plateformes de technologie numérique afin qu'ils puissent accéder aux semences et variétés résultant du développement du numérique au service des ressources génétiques agricoles, en disposer et exercer leurs droits sur celles-ci, d'empêcher la constitution de monopoles technologiques et de promouvoir des partenariats efficaces entre le secteur public, le secteur privé et les agriculteurs, conformément au cadre relatif aux partenariats pour les ODD;
 - i. aider à documenter les innovations des agriculteurs; respecter les apports intellectuels que réalisent les agriculteurs depuis des millénaires et leur consentement libre, préalable et éclairé à l'utilisation qui est faite de leurs systèmes de savoirs; promouvoir des dispositifs de vérification et de certification des produits agricoles disponibles sur les plateformes numériques qui soient adaptés aux besoins des agriculteurs et aux réalités locales;
 - j. trouver des solutions à la raréfaction de l'eau sur les terres agricoles et les terres forestières qui passent par une reconnaissance des droits des populations à l'eau, des investissements dans des infrastructures locales d'irrigation, des systèmes d'agriculture pluviale durables, une gestion intégrée des ressources hydriques et des écosystèmes, et des pratiques agroécologiques;
 - k. investir directement, avec des organisations de petites exploitations familiales et des producteurs de denrées alimentaires, dans les chaînes de valeur durables de produits alimentaires locaux en associant étroitement les agriculteurs aux opérations de transformation, de commercialisation et de distribution ainsi qu'à la gouvernance de ces filières;
 - l. répondre aux besoins et aux défis auxquels les agricultrices et les jeunes agriculteurs sont confrontés pour leur permettre de tirer un profit substantiel de leur travail et de leurs contributions au service de systèmes alimentaires durables.
- 9) Nous devons agir ensemble. Et ensemble veut dire en partenariat avec les petits exploitants et producteurs agricoles familiaux, sur un pied d'égalité. Lorsque les petits exploitants agricoles familiaux sont considérés comme des acteurs clés de la réparation et du renforcement des systèmes alimentaires, nous mobilisons le potentiel de millions d'agriculteurs familiaux pour mettre en œuvre les plans d'action de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, en allant dans le sens de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, ce qui accélérera par la suite la réalisation des ODD, en particulier de l'ODD 1

(élimination de la pauvreté) et de l'ODD 2 (élimination de la faim, promotion de la sécurité alimentaire et de l'agriculture durable), et ce, espérons-le, au cours de cette décennie.

10) D'une manière générale, nous devons repenser l'aune à laquelle nous mesurons notre réussite économique et sociale, à savoir la surconsommation et la surproduction, incarnées par le produit national brut. À l'heure où les pays, les sociétés et les collectivités recherchent de nouveaux modèles économiques centrés sur le bien-être des personnes, permettez-moi de vous inviter à vous laisser inspirer par l'héritage laissé au peuple du Bhoutan par Sa Majesté, le Quatrième Druk Gyalpo: le bonheur national brut. Il s'agit d'une approche holistique du développement qui s'intéresse au développement socioéconomique durable et équitable, à la conservation de l'environnement, à la préservation et à la promotion de la culture et à la bonne gouvernance. Nous exhortons la FAO et ses États Membres à se pencher sur les systèmes alimentaires et, plus généralement, sur nos modèles économiques, dans la perspective de la réalisation du bonheur national brut.

11) Je vous remercie de votre attention. Tashi delek!